



République de Côte d'Ivoire
Comité National chargé de la mise en œuvre du Programme Compact du Millennium
Challenge Corporation (CNPC-MCC)
COORDINATION NATIONALE DU PROGRAMME COMPACT COTE D'IVOIRE – MCC

DEMANDE DE QUALIFICATIONS DE CONSULTANTS INDIVIDUELS

**Recrutement d'experts en genre pour l'évaluation des Propositions/Offres
dans le cadre des Passations de Marchés du MCA- Côte d'Ivoire**

(Projet Compétences pour employabilité et productivité)

Information Générales

Pays	Côte d'Ivoire
Ville/Localité	Abidjan
Projet	Compétences pour employabilité et productivité
Référence :	CNPC/CONSULT/ICS/025
Date limite de réception	09 Novembre 2018 ; 15h00 heure d'Abidjan.
Source de financement	Millennium Challenge Corporation
Acheteur	Millennium Challenge Account-Côte d'Ivoire / CNPC

Contacts Information :

Coordination Nationale du Programme Compact Côte d'Ivoire-MCC

Att : Agent de Passation des Marchés

Tropique III, Angle Rue 148 Jesse Owens et Blvd de la République
(Face Hôtel Tiama), 3ième étage, Apt. D32, Abidjan-Plateau, Côte d'Ivoire

Email : MCACotedIvoirePA@cardno.com

Site Web : www.cnpc-mcc.ci

1. Les États-Unis d'Amérique, agissant par le biais du Millennium Challenge Corporation (« MCC ») et le Gouvernement de Côte d'Ivoire (le « Gouvernement ») ont signé un Compact d'assistance au Millennium Challenge Account d'un montant approximatif de cinq cent vingt-quatre millions sept cent quarante mille dollars américains (524,740,000 \$) (« Financement du MCC ») visant à promouvoir la réduction de la pauvreté et la croissance économique en Côte d'Ivoire, (le « Compact »). Le Gouvernement, agissant par l'intermédiaire de la Coordination Nationale du Programme Compact Côte d'Ivoire-MCC (MCA- Côte d'Ivoire / CNPC), entend utiliser une partie du Financement du MCC pour les paiements admissibles en vertu du contrat pour lequel la présente Demande de Qualifications est lancée. Tous paiements versés par le MCA- Côte d'Ivoire / CNPC conformément au contrat proposé seront soumis, à tous égards, aux modalités du Compact et des documents s'y rapportant, y compris des restrictions sur l'utilisation du

Financement du MCC et des conditions de décaissement du Financement du MCC. Aucune partie autre que le Gouvernement et l'Entité MCA n'obtiendra de droit en vertu du Compact ou n'aura de droit quelconque relativement aux montants du Financement du MCC. Le Compact et ses documents associés peuvent être consultés sur le site Internet du MCC (www.mcc.gov) et sur le site Internet de l'Entité MCA (<http://www.cnpc-mcc.ci>).

2. L'objectif des services de la présente Demande de Qualification est la constitution de panels d'évaluateurs techniques de haut niveau pour l'évaluation de propositions/offres qui seront issues des processus de sélection suivants :

POUR L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE : (i) Recrutement d'un Cabinet de Consultant pour le Suivi Environnemental et Social (ESOC) pour le projet Skills, (ii) Recrutement d'une ONG internationale chef de file pour la mobilisation communautaire et l'engagement des parties prenantes dans le cadre de la construction des collèges de proximité dans les régions de Gbêkê et de San Pedro, (iii) Sélection d'un consultant sur la base d'un Contrat à quantité indéfini (IDIQ) pour la conception architecturale et technique, les levés topographiques, les études de phase de conception connexes la supervision, le suivi et le contrôle des travaux de construction des collèges de proximité, (iv) Recrutement d'un consultant (firme) pour le développement et l'opérationnalisation d'une Politique Genre au sein du Ministère de l'Education Nationale de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (MENETFP), (v) Sélection des entreprises pour la construction des collèges de proximité, (vi) Recrutement d'un Consultant (individuel) pour le design/architecture détaillé du système d'information de gestion de l'Education (SIGE) intégré au sein du MENETFP, (vii) Recrutement d'un consultant (firme) pour le développement et la mise en œuvre du système d'information de gestion de l'Education (SIGE) intégré au sein du MENETFP, (viii) Recrutement d'une institution partenaire de l'Ecole Normale Supérieure (ENS) pour la formation initiale et continue des enseignants du secondaire, (ix) Recrutement d'un consultant (firme) pour les études, le suivi et le contrôle des travaux de construction de deux antennes de l'Ecole Normale Supérieure (ENS) (à Bouaké et à San Pedro), (x) Sélection des entreprises pour la construction de deux antennes de l'ENS (à Bouaké et à San Pedro), (xi) Recrutement d'un Consultant pour une assistance technique au MENETFP pour le renforcement du système d'évaluation des acquis des élèves du secondaire, (xii) Recrutement d'un consultant individuel pour la supervision et le Renforcement institutionnel pour la prise de décision (Amélioration de la qualité du système) au sein du MENET-FP.

POUR L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET LA FORMATION PROFESSIONNELLE (ETFP/TVET) : (xiii) Sélection d'un consultant (firme) pour la gestion du fonds pour la création des centres ETFP en Partenariat pour le Développement des Compétences (PDC), (xiv) Deux appels à projets pour le développement des centres ETFP en PDC, (xv) Recrutement d'un consultant (firme) pour les études, le suivi et le contrôle des travaux de construction de centres ETFP en PDC, (xvi) Sélection des entreprises pour la construction de centres ETFP en PDC, (xvii) Recrutement d'une assistance technique pour l'appui aux centres ETFP en PDC, (xviii) Recrutement d'une assistance technique pour l'appui au fonctionnement, la maintenance des équipements et le suivi de l'insertion professionnelle dans les centres ETFP en PDC, (xix) Recrutement d'une assistance technique pour l'analyse et l'élaboration des politiques relatives à l'ETFP et au cadre juridique pour le fonctionnement des Centres PDC de l'ETFP, (xx) Recrutement d'une assistance technique pour la conception et la mise en œuvre d'un système d'accréditation pour les centres PDC de l'ETFP.

3. Pour chacun des dossiers de passations de marchés cité à la section 2. MCA-Côte d'Ivoire recrutera entre trois (3) et cinq (5) panelistes pour les évaluations des propositions techniques et financières. Un des profils recherchés pour ces évaluations est le suivant :

- **Expert en genre.**

4. Les **experts en genre** qui prendront part aux panels d'évaluation devront avoir le minimum de qualifications indiquées ci-après :

Les consultants évaluateurs de cette spécialité seront des experts en élaboration et/ou mise en œuvre de politique éducative et de préférence dans le contexte de l'Afrique de l'Ouest Francophone. Ils/elles doivent avoir au moins un diplôme universitaire (Bac +4) en sociologie/Anthropologie/Ethnologie/Linguistique /genre et développement ou tout autre diplôme équivalent. Ils/elles disposeront d'une expérience professionnelle générale d'au moins dix (10) années dont cinq (5) années dans la gestion du changement dans le secteur public ou l'intégration du genre dans les politiques publiques. Cette expérience pourrait se montrer par la réalisation de missions de développement de politiques publiques ou de missions d'intégration du genre dans des politiques publiques (éducation, agriculture, santé, etc.), ou d'emplois au sein d'une administration publique en tant que cadre supérieur en charge de la gestion des questions du genre. L'expérience spécifique dans le secteur éducation/formation dans le système éducatif ivoirien sera un atout. L'usage du français comme langue de travail est requis.

5. Veuillez contacter l'Agent de Passation des Marchés à l'adresse indiqué en entête de ce document, en indiquant vos coordonnées complètes et en rappelant la référence de la Demande de Qualifications pour en recevoir la version complète incluant les termes de référence et le modèle de CV.
6. Les Consultants peuvent demander des clarifications par courrier électronique au plus tard **5 jours** avant la date limite de soumission, afin que les réponses soient fournies à tous ceux-ci au plus tard **3 jours** avant la date limite de soumission. Les demandes de clarifications sont reçues à l'adresse indiqué en entête de ce document.
7. Les propositions des consultants doivent parvenir au plus tard **le 09 Novembre 2018, 15h00, heure d'Abidjan** à l'adresse indiquée en entête de ce document.